



Synthèse des résultats du baromètre annuel de l'ADEME (édition 2012) sur les comportements des ménages français face à la performance énergétique de leurs logements (août 2012)

Cette enquête barométrique annuelle analyse les comportements de **10 000 ménages** vis-à-vis de la maîtrise de l'énergie dans leurs logements. Cette édition 2012 (enquête portant sur l'année 2011) étudie les questions suivantes : comment les ménages perçoivent-ils la notion de performance énergétique du logement dans un contexte économique et financier morose ? Quels travaux réalisent-ils ? Avec quel budget et quels financements ?

Les préoccupations économiques prennent le pas sur les problèmes environnementaux

Le chômage et plus généralement les problèmes socio-économiques représentent les principaux sujets d'inquiétude des Français. Par exemple, la pollution (38%), en baisse constante depuis 3 ans, passe pour la première fois derrière les inégalités sociales (43%). Ce détachement vis-à-vis des questions écologiques est illustré par une sorte de fatalisme dans le comportement des ménages français : une majorité d'entre eux (56%) considère que les gestes individuels pour lutter contre l'effet de serre sont inefficaces.

La réduction des consommations énergétiques des ménages est guidée par une nécessité économique

La réduction de la facture énergétique est une préoccupation pour 81% des foyers français, qui ont dépensé en moyenne 1 394 € en 2011, contre 1 368 € en 2010. Dans ce contexte, 48% d'entre eux jugent trop importante la part de l'énergie dans leur budget en 2011, contre 46% en 2010 et 42% en 2009. 63% considèrent l'augmentation du prix des énergies comme la motivation principale pour réduire leurs consommations, un chiffre qui a bondi de 19% en deux ans.

En 2010, la recherche du confort était le premier critère cité, à 31,2%, par les foyers ayant réalisé des travaux d'amélioration énergétique. En 2011, la réduction de la facture énergétique prend la tête des raisons invoquées avec 37,2% (+ 6 points), suivi par le désir d'une meilleure isolation thermique. L'amélioration du confort arrive seulement en 3ème position avec 26,3%, en repli de 5 points.

La baisse des travaux de maîtrise de l'énergie se confirme

La part de réalisation de travaux de performance énergétique retrouve en 2011 son niveau de 2008, 12,8%, après avoir atteint un niveau record en 2009 (14,8%) et s'être stabilisée en 2010 (14,4%). Les intentions d'entreprendre des travaux progressent quant à elles faiblement de 16,6% à 17,5%, mais à un horizon de temps incertain (« plus tard »).

En 2011, même si elle reste largement majoritaire, la part des travaux entrepris sur le bâti est en baisse à 66,4% (72,5% en 2010). A l'inverse, la part des interventions sur le chauffage augmente sensiblement (33,6% contre 27,5% en 2010). Cette tendance est notamment liée à la progression du marché des chaudières à condensation et à la reprise de celui des pompes à chaleur (PAC).

Le crédit d'impôt et l'Eco-PTZ (éco-Prêt à Taux Zéro) s'essoufflent

Seuls 14% des ménages seraient incités à modifier à court terme leur installation de chauffage ou d'eau chaude grâce au crédit d'impôt développement durable, un résultat en baisse depuis trois ans (2008 : 21%). Parallèlement, l'Eco-PTZ est de moins en moins connu par les ménages interrogés (40% de notoriété contre 54% en 2010), probablement en raison d'un manque de valorisation par les banques. La proportion des ménages qui envisagent d'en bénéficier prochainement reste donc marginale (6% contre 9% en 2009).

La hausse du nombre de Diagnostics de Performance Energétique (DPE) réalisés n'a qu'un impact limité sur l'intention de faire des travaux

En 2011, 16% des ménages interrogés ont fait réaliser un DPE, contre 12% l'année précédente. En revanche, seul un peu plus d'un tiers d'entre eux a réellement pris connaissance des recommandations de travaux, et parmi eux, la moitié seulement (51%) a réalisé les travaux recommandés dans le DPE, en majorité de façon partielle. Le DPE est considéré comme un document informatif, utile pour mettre en évidence les performances d'un logement. Mais il ne semble pas déterminant dans la prise de décision de l'amélioration du bien, et il est même considéré par trois quarts des ménages comme une barrière administrative dans le cas d'une transaction immobilière.

Les conseils des professionnels sont toujours prisés

Même si l'on note en 2011 une légère diminution du recours aux professionnels pour effectuer les travaux (66,3% contre 69% les années précédentes), 47% des foyers interrogés les considèrent comme le moyen d'information privilégié. 4% des ménages a déjà fait appel aux Espaces Info Energie de l'ADEME. A noter que 93% des foyers qui ont fait appel à un professionnel en 2011 estiment que leur chantier s'est correctement déroulé. Cependant, cette satisfaction est plus mitigée quant à leurs capacités à proposer des solutions innovantes et à apporter une aide pour l'évaluation de la performance énergétique du logement.